

Le général Mati Peled :

« Israël a peur de la paix »

Extraits d'un entretien avec l'un des rares Israéliens à avoir des contacts suivis avec l'OLP

Le général Mati Peled est une figure à part en Israël. Né en 1923, il a fait carrière dans l'armée et participé à la plupart des guerres menées par l'Etat juif. Celle des Six Jours le trouve responsable de l'intendance à l'état-major. En 1969, déjà en désaccord avec la ligne officielle qui lui paraît sans issue, il quitte « Tzahal » et, à quarante-six ans, entame une nouvelle carrière dans un domaine où l'on n'attendrait pas un officier supérieur : la littérature arabe qu'il enseigne aujourd'hui à l'université de Tel-Aviv.

Homme de gauche, dirigeant du petit parti « Sheli », colombe s'il en est, le général Peled publie depuis des années dans les principaux quotidiens israéliens, des analyses politico-stratégiques qui prennent régulièrement à revers ce qu'on appelle le « consensus national ». Sa clairvoyance repose sur la connaissance approfondie de la scène israélienne et de la scène arabe. Il est l'un des rares Israéliens à entretenir, de façon semi-clandestine, des contacts suivis avec des membres importants de l'OLP.

— Qu'est-ce qui vous a attiré vers les études arabes ?

— D'abord, c'est en soi un sujet qui nous est plutôt proche et qui nous concerne. Ensuite, il y a eu la conscience que vraiment nous nous trouvions en relations trop cruciales avec les Arabes pour rester étrangers à eux. Je m'en suis rendu compte de façon très frappante en 1957 alors que j'étais gouverneur de Gaza, à savoir, qu'il n'était pas possible de garder une telle distance entre nous, par rapport au langage, à la mentalité, et qu'il fallait surmonter cela, jeter un pont.

**Traduttore,
Traditore**

— Vous pensez que tous ceux qui feront cet effort culturel se rapprocheront

des Arabes ?

— Non, au contraire, la réalité prouve qu'il n'en va pas ainsi. Nous avons quelques « arabistes » qui exploitent leurs connaissances pour nourrir la propagande anti-arabe. Le « correspondant aux affaires arabes » des journaux par exemple. Il est censé rendre compte, supposons, de tel discours prononcé quelque part mais si vous examinez l'original, vous constatez qu'on a pris la peine d'extraire les quelques phrases avec lesquelles il est possible de construire une thèse qui soit l'inverse de celle de l'orateur et de le présenter comme un ennemi de plus, dans tous les cas.

— Vous pouvez donner des exemples ?

Les silences israéliens

Autant que vous voudrez ! En mai dernier, le roi Hussein, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes à Amman, a déclaré que la Jordanie s'associera au processus de paix si l'OLP est également invitée. On l'a passé sous silence en Israël. Pourquoi personne n'a-t-il donné son opinion sur une annonce aussi importante ?

La Conférence de Bagdad de novembre 1978 a été présentée comme une manifestation anti-israélienne et anti-Sadate. Le fait est qu'elle a été très critique à l'égard de Sadate, mais pourquoi ? Parce qu'il a fait seul ce que les Etats arabes pensent qu'ils devraient faire tous ensemble : la paix avec Israël sur la base de la reconnaissance et de la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël. Cela est

dit dans les résolutions de la Conférence mais la majorité du public n'en a pas eu connaissance.

A la récente réunion de l'Internationale socialiste de Madrid, le Parti socialiste espagnol a convoqué une conférence de presse pour donner au docteur Sartawi, représentant de l'OLP (non officiellement invité) la possibilité de s'exprimer. Il a dit des choses très importantes pour nous. Comme on lui demandait quelle est la politique de l'OLP à l'égard d'Israël, il a cité la proclamation de Bagdad, que l'OLP a contresignée : « La paix avec Israël est l'objectif ; il sera atteint si Israël accepte d'évacuer les territoires occupés et donne aux Palestiniens la possibilité d'édifier leur Etat. »

Interrogé sur la question de la reconnaissance d'Israël, il a répondu qu'elle ne peut être que le résultat d'un processus, non pas sa condition, ce qui implique que s'il est engagé, la reconnaissance suivra. On lui a demandé : y-a-t-il en Israël des forces exprimant des positions acceptables par l'OLP ? Il a répondu par l'affirmative : Sheli, Outlook (hebdomadaire du parti Mapam), Chalon Akhchav (le Mouvement de la paix maintenant) : cela n'a été reproduit nulle part en Israël ! Il y a une barrière entre le public et les événements du monde arabe.

La paix ne fait pas l'affaire d'Israël

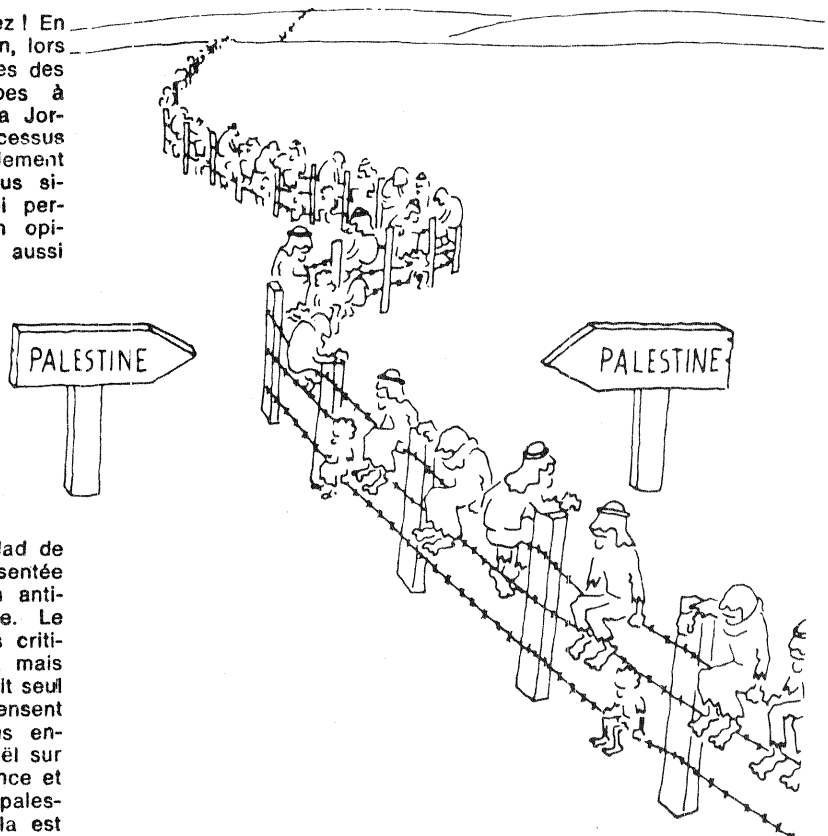
— Pourquoi ?

— Parce que la politique officielle, qui a l'appui du consensus national, n'est pas favorable à l'idée de la paix. Ce que Weizman a dit récemment à propos de Begin peut s'appliquer en fait à tout le monde : on ne veut pas de la paix, elle ne fait pas l'affaire d'Israël aujourd'hui, on la rend responsable de l'inflation, du chômage... ; cette attitude résulte de la conviction profonde qu'avec un peu de souffrance et des difficultés, nous pouvons conserver Eretz-Israël dans son intégralité. C'est le but, Begin le dit explicitement, Rabin de façon voilée. C'est pourquoi la paix est prématurée. (...)

Israël n'a pas besoin des territoires occupés

— Et pourquoi Israël ne garderait-il pas les territoires conquis ? De nombreux pays ont de fortes minorités nationales.

— Parce que, tout simplement, nous ne sommes pas seuls dans l'arène. Parce que cela revient à rejeter une occasion historique de faire la paix. Qui lui préfère des gains territoriaux ne peut qu'avoir une échelle de valeurs démentie. Car Israël n'a pas objectivement be-



soin des territoires en question. Nous pouvons faire la paix avec les pays arabes (il y a des exceptions, comme la Libye, qui ne joue pas de rôle important). Cela signifie que nous serions acceptés dans cette région comme une partie intégrante, que nous cesserions d'y être un élément étranger, une tête de pont de l'Occident, un Etat-forteresse dont l'existence même est conditionnelle.

— *Ne croyez-vous pas que le Jourdain doit rester la « frontière de sécurité » d'Israël ?*

— Non, c'est l'une de ces formules qui sont destinées à couvrir la politique d'expansion. Historiquement, il n'y a pas eu problème stratégique à l'est. De toute façon, fixer une ligne comme frontière de sécurité ne signifie pas que nous devions posséder le territoire s'étendant jusqu'à elle.

Si le Jourdain est une frontière de sécurité en ce sens que nous ne voulons pas voir de forces étrangères à l'Ouest du fleuve, c'est une chose qu'il est possible de garantir par des moyens politiques.

Un état palestinien démilitarisé ?

— *Mais comment un Etat palestinien indépendant accepterait-il d'être démilitarisé ?*

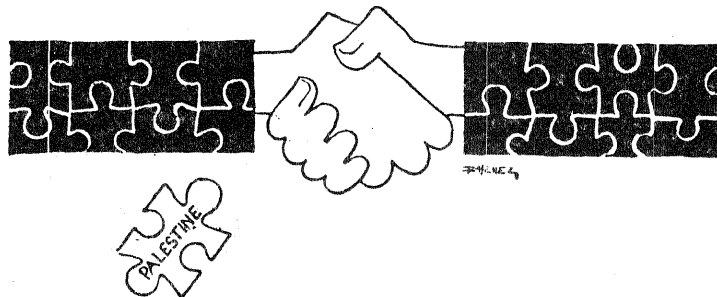
— On peut envisager une limitation des armements. Il est tout à fait remarquable que ce sont aujourd'hui précisément des Palestiniens qui étudient la signification d'une pareille limitation. Comme ils croient à la création d'un Etat et qu'ils savent que dans les données actuelles il ne

peut voir le jour qu'avec l'accord d'Israël, il leur faut établir des plans qui dissipent ses craintes.

Témoin l'article publié il y a deux ans dans la revue « Foreign Affairs » par le professeur Walid Khalidi, l'une des personnalités palestiniennes qui ont accès à Yasser Arafat et à bien d'autres dirigeants arabes. Il s'emploie à décrire les conditions qui pourraient permettre l'établissement d'un Etat palestinien avec l'agrément d'Israël. Il traite des problèmes de sécurité et propose des tables d'armement relatives à la puissance militaire de cet Etat. Son point de départ est qu'elle ne doit pas être de nature à modifier l'équilibre des forces entre Israël et le monde arabe. Il s'agit de la puissance nécessaire pour gouverner. Il n'évade pas la question souvent soulevée en Israël : « pas d'armée, bon. Mais si l'Etat palestinien noue des alliances et invite des armées étrangères sur son territoire ? » Walid suggère donc une clause dans le traité de paix Israël-Palestine, une clause qui interdise à l'Etat palestinien d'entrer dans des alliances internationales. Ceci montre que les Palestiniens prennent au sérieux les arguments légitimes d'Israël et je suis bien d'accord qu'il ne doit pas y avoir de forces dangereuses pour Israël à l'ouest du Jourdain.

— *Que penser des démentis publiés à Beyrouth toutes les fois que des contacts apparemment positifs ont lieu avec des Israéliens ?*

— Sur ce point, j'ai des critiques à faire à l'OLP et je crois qu'elle devrait mener une campagne dans l'opinion publique israélienne comme le Vietnam



du Nord l'a fait dans l'opinion américaine. Je m'en suis ouvert un jour auprès d'une personnalité algérienne dont je tairai le nom. Elle m'a répondu : « Vous devez comprendre que c'est dans la nature des choses. Nous avons nous-mêmes discuté avec les Français pendant des années, mais toutes les fois qu'il y avait des fuites, nous démentions. Ils étaient les puissants, ils gouvernaient, nous étions les faibles, les persécutés. Tant que durait ce déséquilibre fondamental, ça ne nous arrangeait pas de reconnaître que nous parlions avec eux. »

Et puis, qu'est-ce que l'OLP ? Il faut penser à l'Organisation sioniste, ça aide à comprendre. Comme l'a fait remarquer un jour Dayan, l'OLP ce n'est pas seulement des terroristes, c'est aussi un appareil administratif, des institutions sociales, éducatives, culturelles, il lui est difficile de s'exprimer de façon indépendante, c'est presque un miracle qu'elle conserve une personnalité propre.

— *Ne croyez-vous pas que les groupes marginaux de l'OLP pourraient torpiller la paix avec Israël, dans l'hypothèse de l'émergence d'un Etat palestinien ?*

— Ces groupes, comme ceux

de Djebril, Habache, Hawathmé, ne représentent pas grand-chose. Ils ne survivraient pas un jour dans un Etat palestinien.

— *Trouvez-vous quand même des raisons d'espérer ?*

— Cet été, après le sommet de Venise, je pensais que quelque chose de positif se préparait, qu'éperonné par les Européens, le Conseil de sécurité ferait ce qu'il a presque fait il y a deux ans, c'est-à-dire incluait l'OLP dans la résolution 242. Cela aurait créé une situation toute nouvelle, l'OLP serait devenu un partenaire nécessaire du processus de paix et Israël, ne pouvant se dresser seul devant toute la communauté internationale aurait été forcé d'en tenir compte.

Mais il s'avère que les Européens n'ont ni le courage ni la volonté de faire quelque chose. Ils attendent maintenant l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche. Mais le temps ne joue pas en faveur d'Israël.

**Propos recueillis
par notre correspondant
en Israël,
Bernard LAVRIE**

— Ces groupes, comme ceux in: La Croix, 28-29/12/80